

# LE DROIT PÉNAL DE L'UNION EUROPÉENNE TEL QUE REPRIS DANS LA LOI BELGE (mis à jour au 15 janvier 2014)

## 1) ENTRAIDE JUDICIAIRE ET RECONNAISSANCE MUTUELLE RELATIVE AUX MESURES D'INSTRUCTION PÉNALE

### 1) Sources légales européennes et belges:

- i. Convention européenne **d'entraide judiciaire** en matière pénale (Strasbourg, 20.IV.1959)
- ii. Acte du Conseil du **29 mai 2000** établissant, conformément à l'article 34 du Traité de l'Union Européenne, la **Convention relative à l'entraide judiciaire en matière pénale entre les Etats membres de l'Union Européenne** (JOCE, C197, 12/7/00, p.1)
- iii. **Décision-cadre 2009/948/JAI** du Conseil du 30 novembre 2009 relative à la **prévention** et au **règlement des conflits** en matière d'exercice de la compétence dans le cadre des **procédures pénales** (JO L328/42, 15/12/09, p42)
- iv. Acte du Conseil du 16 octobre 2011 – **Protocole à la Convention - entraide judiciaire en matière pénale entre les Etats membres de l'Union Européenne** (JOCE, C326/01, 21.11.2001,p.1)
- v. Accord du 14 juin 1985 relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières (Etats SCHENGEN) (JO, L239, 22IX00,p.13)
- vi. Décision-cadre 2008/978/JHA du 18 décembre 2008 sur le **mandat européen d'obtention de preuves** (M.E.O.P.)
- vii. Initiative en vue d'une directive sur la **décision d'enquête européenne en matière pénale**
- viii. Décision-cadre 2003/577/JAI du Conseil du 22 juillet 2003 relative à l'exécution dans l'Union Européenne des **décisions de gel de biens ou d'éléments de preuve** (JO L196/45 - 2.8.2003)
- ix. Loi belge du 9 décembre 2004 sur l'entraide judiciaire internationale en matière pénale et modifiant l'article 90ter du code d'instruction criminelle (écoutes téléphoniques)(M.B. 24 décembre 2004)
- x. Loi belge du 5 août 2006 relative à l'application du principe de reconnaissance mutuelle des décisions judiciaires en matière pénale entre les Etats membres de l'Union Européenne (M.B. 7 septembre 2006) (mesures de gel et saisies)

## 2) Types de devoirs demandés – Entraide judiciaire et reconnaissance mutuelle :

### 1. Informations bancaires :

- a. mouvements passés, identification du titulaire :
  - i. via le **mandat européen d'obtention des preuves** (à intégrer dans les législations internes pour le 19 janvier 2011 en coexistence avec d'autres instruments d'entraide judiciaire plus anciens):

Le mandat d'obtention de preuves choisi par l'Etat d'émission pour obtenir la transmission d'information ou la réalisation de perquisitions et de saisies ne peut être refusé par l'Etat d'exécution pour une cause fondée sur l'ordre public qui ne serait pas visée par la décision cadre sur le M.E.O.P.

- C'est une décision judiciaire émise par un Etat membre (Etat d'émission) en vue d'avoir accès à des éléments de preuve déjà recueillis dans un autre Etat (Etat d'exécution) en vue de les utiliser dans le cadre de procédures pénales au sens large (administratives avec recours judiciaires), tels que : objets, documents, données détenus par un tiers ou résultant d'une perquisition faite ou à faire, des relevés de l'utilisation de tous services (GSM, téléphone, transactions financières, procès-verbaux de dépositions, interrogatoires, auditions, résultats de techniques d'enquêtes spéciales...)
- Principe de nécessité et de proportionnalité à vérifier par l'autorité judiciaire émettrice. (article 7)
- de qui émane la décision judiciaire ? art. 3 : juge ou procureur...
- motifs de non-reconnaissance ou de non-exécution (article 13) – absence de délai fixé légalement,
- recours ? article 18

- b. – autre demandes exclues du champ du M.E.O.P. (par ex. , surveillance en temps réel)

voir - entraide judiciaire - protocole de 2001 – article 3 ) :

- i. Règle de la double incrimination (peine min de 4 ans loi Etat requérant et peine min de 2 ans loi Etat requis)

### 2. Gel des éléments de preuve : 2 instruments spécifiques:

- a. Décision-cadre du Conseil du 22 juillet 2003 applicable depuis le 2 août 2005 (mais transpositions tardives dans certains Etats : Grèce, Italie, Chypre, Luxembourg et Portugal)
- b. Décision-cadre du Conseil du 18 décembre 2008 sur le mandat européen d'obtention de preuves – principe de la double incrimination sauf

infractions reprises dans la liste (art. 3 – peine privative de liberté d’une période de 3 ans au moins)

- c. + 2 exceptions :
- i. pour les infractions existantes dans l’Etat d’exécution - s’il s’agit de geler des biens en vue de l’obtention de preuve
  - ii. Pour les infractions existantes dans l’Etat d’exécution pour autant que ces biens puissent être également confisqués sur place également - s’il s’agit de confisquer ces biens ultérieurement dans l’Etat d’émission)

3. **Perquisitions et saisies à faire:** 2 instruments à envisager :

- a. Article 5 de la Convention sur l’entraide judiciaire de 1959 (47 Etats dont la Roumanie) à lire en corrélation avec l’article 51 de la Convention Schengen (limité à 25 Etats sans la Roumanie):

- Article 5 de la convention de 1959 :

*« Toute Partie contractante pourra ...se réserver la faculté de soumettre l’exécution des commissions rogatoires aux fins de perquisition ou saisie d’objets à une ou plusieurs des conditions suivantes :*

- a) l’infraction motivant la commission rogatoire doit être punissable selon la loi de la partie requérante et de la partie requise;*
- b) l’infraction motivant la commission rogatoire doit être susceptible de donner lieu à extradition dans le pays requis;*
- c) l’exécution de la commission rogatoire doit être compatible avec la loi de la partie requise.*

*Lorsqu’une Partie contractante aura fait une déclaration conformément au paragraphe 1er du présent article, toute autre Partie pourra appliquer la règle de la réciprocité. »*

- Article 51 Convention du 14 juin 1985 Schengen :

*« les parties contractantes ne subordonnent pas la recevabilité des commissions rogatoires aux fins de perquisition et de saisie à des conditions autres que celles-ci-après :*

- a. le fait qui a donné lieu à la commission rogatoire est punissable selon le droit des deux parties contractantes d’une peine privative de liberté... d’un maximum d’au moins 6 mois...*
- b. l’exécution de la commission rogatoire est compatible avec le droit de la partie contractante requise. »*

- b. DC du conseil du 18XII08 relative au M.E.O.P : article 14 prévoit le contrôle de la double incrimination (dans l’Etat d’exécution) sauf si l’infraction est punie dans l’Etat d’émission d’un maximum d’au moins 3

ans de peine privative de liberté et qu'elle est reprise dans la liste limitative visée au §2 in fine de cet article.

c. **Saisies** et gel : loi belge du 5 août 2006 fondée sur la DC:

- voir régime de base des DC (double incrimination limitée, refus obligatoires, refus facultatifs) + refus particulier (si pas de confiscation possible en droit belge)
- autorité compétente belge : procureur du Roi du lieu de situation du bien à saisir qui saisit le juge d'instruction de la demande étrangère de saisie
- recours de la personne lésée sur base du droit belge mais limité (causes de la saisie à contester dans l'Etat d'émission)

4. **Auditions** dans l'Etat requis de **de la personne poursuivie**, demandées par l'Etat requérant (hors mandat d'arrêt européen) :

- Les articles 9 et 10 de la Convention de 2000 gèrent la matière de l'audition de la personne poursuivie pénalement par l'Etat requérant alors qu'elle se trouve sur le territoire de l'Etat requis.
- Les règles générales de l'entraide judiciaire s'appliqueront :
  - i. Nécessité de la double incrimination (art. 3),
  - ii. Dans le cadre de procédures pénales, ou administratives avec une possibilité de recours pénal,
- Il faudra en outre, l'accord des deux Etats.
- Le respect de la Convention Européenne des Droits de l'Homme est bien entendu applicable (jurisprudence SALDUZ ou droit interne)
  - i. Si elle est détenue dans l'Etat requis (article 9), elle pourra être transférée temporairement vers l'Etat requérant pour être entendue sur place par l'autorité judiciaire requérante. Un accord préalable entre les Etats est requis. La période de détention dans l'Etat requis sera déduite de celle à faire dans l'Etat requérant.
  - ii. Si elle est libre mais présente dans l'Etat requis, l'audition pourra se faire par les autorités compétentes de l'Etat requis en présence d'un magistrat ou d'un enquêteur de l'Etat requérant.

- Elle peut aussi se faire par l'Etat requérant sur le territoire de l'Etat requis au moyen d'une vidéoconférence (art. 10) s'il est inopportun ou impossible qu'elle compareisse en personne dans l'Etat requérant. L'accord de la personne entendue est requis. sur base de l'article 9 d'un commun accord entre les Etats concernés.

## 2) LE MANDAT D'ARRÊT EUROPÉEN

Premières hypothèses à envisager : lorsqu'il émane d'un autre Etat de l'U.E. et qu'il devrait être exécuté en Belgique,

- 1) soit dans le cadre d'une procédure en cours dans l'Etat d'émission,
- 2) (Soit dans le cadre de l'exécution d'une peine)
  - a) Sources légales :
    - Loi du 19 décembre 2003 sur le mandat d'arrêt européen = intégration de la décision-cadre du Conseil du 13 juin 2002.
  - b) Définition du mandat d'arrêt européen :

C'est une décision judiciaire, émise par un État membre, autorité judiciaire d'émission, en vue de l'arrestation et de la remise par l'autorité judiciaire d'exécution d'un autre État membre, d'une personne recherchée pour l'exercice de poursuites pénales (ou pour l'exécution d'une peine ou d'une mesure de sûreté privatives de liberté).
  - c) Conditions pour l'émission d'un mandat d'arrêt européen:
    - i) Conditions de formes du mandat, doivent être reprises sur le mandat (article 2§4 de la loi belge):
      - (1) Identité et nationalité de la personne recherchée,
      - (2) Nom, adresse, numéro de téléphone, de télécopie et le courriel de l'autorité judiciaire d'émission,
      - (3) L'indication de l'existence d'un mandat d'arrêt ou (d'un jugement exécutoire ou de toute autre décision judiciaire exécutoire),
      - (4) La nature et la qualification légale de l'infraction (pour vérifier le champ d'application du M.A.E.),
      - (5) La description des circonstances dans lesquelles l'infraction a été commise, y compris le moment et le lieu de sa commission et le degré de participation à l'infraction de la personne recherchée,
      - (6) L'échelle des peines prévues par la loi pour l'infraction (ou la peine prononcée)
      - (7) Dans la mesure du possible, les autres conséquences de l'infraction,

L'utilisation d'un formulaire précis, annexé à la loi et à la décision-cadre, est requis<sup>1</sup> et une traduction dans la langue de l'Etat d'exécution (ou d'autres qu'il accepterait) ; s'il doit être exécuté en Belgique, il devra être traduit, soit, en français, néerlandais ou allemand (art.2§6) (mais pas en anglais).

Le mandat ne doit pas être transmis en original mais une simple télécopie suffit ou même un signalement via le S.I.S. pour autant que les informations requises y soient reprises.

(8) Sanction :

- i) Pas de nullité pour les conditions de forme (<sup>2</sup>) du moment que les informations transmises par l'Etat d'émission permettent aux juges belges de vérifier qu'il n'y a pas de causes de refus prévues par la loi<sup>3</sup>.
  
- ii) Conditions de fond (à vérifier dans le droit de l'Etat d'émission<sup>4</sup>, pas dans celui de l'exécution<sup>5</sup>):
  - (1) Pour des faits punissables de 12 mois ou plus (ou pour une peine prononcée de 4 mois ou plus)
  - (2) Pour des faits commis après la date d'intégration de la décision-cadre de l'Etat membre d'exécution (France : après le 1<sup>er</sup> novembre 1993),
  - (3) Émission par l'autorité judiciaire compétente : voir droit de l'Etat d'émission (<sup>6</sup>)
  
- iii) Causes limitatives de refus d'exécution qui pourraient être soulevées devant les autorités judiciaires de l'Etat d'exécution (lorsqu'il est demandé à la Belgique d'exécuter un mandat) :
  - (1) Causes obligatoires (article 4 de la loi),
    - (a) Si l'infraction visée par l'Etat d'émission est couverte par une loi belge d'amnistie,
    - (b) Si les faits ont déjà fait l'objet d'un jugement dans l'Union Européenne et qu'en cas de condamnation, la sanction a déjà été subie, soit en cours d'exécution ou qu'une autre décision (transaction, médiation) fasse obstacle aux poursuites,
    - (c) Si la personne visée ne pourrait pas être tenue responsable pénalement au regard du droit belge (en dessous de 16 ans),
    - (d) Si les faits sont prescrits au regard du droit belge et qu'ils sont de la compétence du juge belge,

---

<sup>1</sup> L'article 9 de la loi prévoit néanmoins que le mode normal de transmission du mandat consiste en un simple signalement dans le système d'information Schengen (S.I.S.), qui vaudrait mandat d'arrêt européen selon la jurisprudence (voir A. MASSET, o.c., p. 163, référence 61).

<sup>2</sup> Cass. 17 juin 2008, Pas, 2008, 1544

<sup>3</sup> Cass. 1<sup>er</sup> mars 2006, Pas. 2006, 468.

<sup>4</sup> Ces conditions se vérifieront dans le cadre de la procédure initiale de l'Etat d'émission

<sup>5</sup> « *En cas d'exécution, la légalité et la régularité du mandat d'arrêt européen sont à vérifier par l'autorité judiciaire émettrice.* » Voir Cass 25 janvier 2005, Pas., 2005, 207.

<sup>6</sup> D'où ici également l'intérêt d'avoir un contact avec le barreau du lieu d'émission – utilité de PENALNET et autres...

- (e) S'il existe des raisons sérieuses et concrètes de croire que l'exécution du mandat risque de porter atteinte aux droits fondamentaux de la personne concernée (voir C.E.D.H.)<sup>7</sup>
- (2) Règle de la vérification de la double incrimination atténuée (article 5 de la loi) : refus de l'exécution du mandat, si le fait à la base du mandat ne constitue pas une infraction au regard du droit belge<sup>8</sup> sauf si :
  - (a) il est repris dans la liste limitative d'infraction<sup>9</sup> et
  - (b) qu'il est punissable dans la loi de l'Etat d'émission<sup>10</sup> d'un maximum d'au moins 3 ans.
- (3) Causes facultatives<sup>11</sup> de refus d'exécution (article 6 de la loi):
  - (a) 3 applications du principe « non bis in idem »
    - (i) Poursuite en cours en Belgique contre l'intéressé pour le(s) même(s) fait(s) que ceux visés par le mandat,
    - (ii) En cas de décision belge de classement sans suite ou de non-lieu sur les mêmes faits<sup>12</sup>
    - (iii) L'intéressé a déjà été jugé pour les mêmes faits dans un Etat hors Union Européenne<sup>13</sup> et a été acquitté ou condamné (si il y a une condamnation, pour autant que la sanction soit en train d'être subie, a été subie ou ne puisse plus être subie en raison du droit de l'Etat de condamnation)

---

<sup>7</sup> Tel est le cas du mandat rédigé par l'autorité poursuivante d'émission qui violait la présomption d'innocence en écrivant que la personne recherchée avait commis l'infraction alors qu'elle n'avait pas encore été jugée (voir. Cass 7 mars 2007, Rev. Dr. Pén. 2007, 626).

Tel est également le cas lorsqu'il y a « des éléments circonstanciés indiquant un danger manifeste pour les droits de la personne... » voir Cass 15 déc 2010, Rev.Dr. Pén, 2011, p.681 ;

<sup>88</sup> Le fait qui est à la base du mandat doit constituer une infraction au regard du droit belge et vise l'essence du fait. Il n'est pas nécessaire que la qualification du fait dans les deux lois soit identique ni que le fait punissable constitue au regard des deux législations une infraction composée des mêmes éléments constitutifs (voir Cass. 29 sept. 2009, Pas. 2009, 2043.

<sup>9</sup> (organisation criminelle, terrorisme, traite des êtres humains, exploitation sexuelle des enfants et pédopornographie, trafic de stupéfiants, trafic d'armes, corruption, fraude, blanchiment du produit du crime, faux monnayage, cybercriminalité, crimes contre l'environnement, aide au séjour irrégulier, homicide volontaire ou coups et blessures graves, trafic d'organes, prise d'otage ou séquestration ou enlèvement, racisme, vols organisés ou avec arme, trafic d'œuvres d'art, escroquerie, racket et extorsion, contrefaçon et piratage de produits, falsification, trafic de substances hormonales, trafic de substances nucléaires, trafic de véhicules volés, viol, incendie volontaire, crimes internationaux, détournement de navires ou d'avions, sabotage, taxes et impôts)

<sup>10</sup> D'où la nécessité d'avoir accès au droit de l'autre Etat membre d'émission et l'utilité des réseaux comme PENALNET...

<sup>11</sup> Cela implique qu'un pouvoir d'appréciation en opportunité est laissé à la juridiction d'instruction.

<sup>12</sup> À comparer avec la cause de refus obligatoire visé par l'article 4,2°

<sup>13</sup> À comparer également avec l'article 4,2° - nécessité d'avoir accès au droit d'autres Etats même non-membres

- (b) Protection facultative<sup>14</sup> particulière des nationaux ou résidents<sup>15</sup> en Belgique :
  - (i) de l'article 8 en cas de mandat délivré aux fins de poursuites en cours : la remise peut être subordonnée à la condition que la personne soit renvoyée en Belgique pour subir la peine qui serait prononcée par l'Etat d'émission.
  - (ii) de l'article 6.4 (en cas de mandat délivré en vue de l'exécution d'une peine (rendue contradictoirement ou par défaut dans l'Etat d'émission)): l'exécution peut être refusée si la Belgique (<sup>16</sup>) s'engage à exécuter la peine conformément au droit belge.<sup>17</sup>
- (c) Principe de territorialité – 2 cas :
  - (i) Si les infractions visées par le mandat ont été commises sur le territoire belge<sup>18</sup>,
  - (ii) Si les infractions visées ont été commises en dehors du territoire de l'Etat d'émission et que, en droit belge, de telles infractions commises en dehors de la Belgique, ne sont pas punissables en Belgique.
- (d) **Contrôle particulier dans l'hypothèse du mandat émis en vue d'exécuter une décision rendue par défaut (article 7) : si la personne visée n'a pas été informée de la date de l'audience qui a mené à la décision<sup>19</sup> rendue par défaut, la remise peut être conditionnée à l'assurance que l'Etat d'émission prévoit dans son droit interne une procédure de recours lui permettant d'être à nouveau jugée en sa présence et l'information des conditions pour exercer ce recours.**

<sup>14</sup> Il s'agit d'un pouvoir souverain des juridictions d'instruction qui ne sont pas obligées de refuser l'exécution même si toutes les circonstances légales sont réunies. Voir cass. 5 juillet 2005, Pas., 1493.

<sup>15</sup> La notion de résident est assez large dans les travaux préparatoires de la loi : « toute personne qui demeure sur le territoire de l'Etat d'exécution » dicit A. MASSET « la pratique du mandat d'arrêt européen par la Belgique », in ADOULSI, I e.a., *L'enquête, les poursuites et les sanctions*, Anthemis, 2011, p. 161.

<sup>16</sup> Contrairement à ce qu'on pourrait penser, les autorités compétentes ne sont pas le service DGI du SPF Justice mais le juge d'instruction et les juridictions d'instruction ; « en effet, l'article 18, §§ 2 et 3 de la loi du 23 mai 1990 sur le transfèrement interétatique des personnes condamnées, modifiée par l'article 10, de la loi du 26 mai 2005 précise que « la décision judiciaire prise en application de l'article 6,4° de la loi...emporte la reprise de l'exécution de la peine ou la mesure privative de liberté...La peine... prononcée à l'étranger à l'égard d'une personne se trouvant sur le territoire du royaume est directement et immédiatement exécutoire en Belgique. » dicit A. MASSET, o.c. ; Par ailleurs, dès lors que l'article 10 de cette loi sur le transfèrement permet au Ministère Public de requérir du Tribunal correctionnel compétent d'adapter la peine prononcée à l'étranger au droit belge. Si la peine prononcée est supérieur au maximum prévu par la loi belge, la défense pourra obtenir du juge belge une diminution de peine... (voir documents MA et DP) ; cass 18 oct. 2006, RGP061316F.

<sup>17</sup> Comme il s'agit d'une cause de refus facultative, un pouvoir d'appréciation est laissé aux juridictions d'instruction appelées à statuer sur l'exécution du mandat ( voir Cass. 21 août 2007, T. Strafr. 2008, 103)

<sup>18</sup> Il s'agit ici aussi d'une cause facultative de refus : lorsque les faits ont été commis en partie en Belgique, la chambre des mises en accusation n'a pas l'obligation de refuser l'exécution du mandat. Voir Cass. 25 nov. 2009, Pas. 2009, 2778.

<sup>19</sup> La protection ne joue pas si la personne arrêtée avait bien été informée de la date d'audience où elle a été jugée par défaut (voir Cass. 15 déc. 2010, Rev. Dr. Pén., 2011, 681).



d) Procédure d'exécution du mandat en Belgique suite à l'émission d'un mandat d'un autre Etat U.E. :

- i) Avant de localiser la personne à arrêter, l'Etat d'émission signale la personne recherchée via le bureau national SIRENE dans le système d'information SCHENGEN ou via le bureau national d'INTERPOL. Une fois la personne localisée, elle est arrêtée sur base de cette information et l'arrestation est transmise à l'Etat d'émission à charge pour lui de transmettre copie du mandat et sa traduction au magistrat compétent<sup>20</sup>.
- ii) L'arrestation<sup>21</sup> : C'est sur base du signalement Shengen ou du mandat d'arrêt européen<sup>22</sup> que le procureur du Roi peut ordonner l'arrestation pour 24 heures, laquelle peut être prolongée par le juge d'instruction dans ce délai conformément à la loi sur la détention préventive.
- iii) L(es) ordonnance(s) du juge d'instruction : La personne arrêtée doit être informée de l'existence et du contenu du mandat (mais n'a pas d'accès au dossier), de la possibilité de consentir à sa remise à l'Etat d'émission, d'être assistée d'un interprète et d'un avocat. Elle est entendue sur la possibilité de sa mise en détention ou de la remise en liberté sous conditions ou caution. Les critères à envisager sont le risque de récidive, de soustraction à la justice, de disparition des preuves ou de collusion avec des tiers sur base des éléments repris dans le mandat et les éléments soumis par la personne concernée mais sans regard aux éléments du dossier répressif de l'Etat d'émission.

Le juge vérifie l'absence de causes de refus d'exécution.

Si pour ce faire, il estime avoir besoin d'informations complémentaires, il les demande à l'autorité émettrice en fixant un délai<sup>23</sup>. Si tel n'est pas le cas, il prend une décision motivée de non-exécution. Un appel du Ministère Public existe devant la Chambre des Mises en accusation dans un délai de 24 heures à dater de la décision<sup>24</sup>. La procédure devant la Cour d'appel est similaire à celle visée par la loi sur la détention préventive<sup>25</sup>.

---

<sup>20</sup> La détermination du magistrat compétent sur base de la localisation de la personne à arrêter, peut se faire via le Réseau Judiciaire Européen (accès internet).

<sup>21</sup> Voir articles 9 et 10 de la loi

<sup>22</sup> Le titre permettant au Procureur de faire arrêter la personne recherchée est le mandat d'arrêt européen, lequel lui permet également de pénétrer dans le domicile de cette dernière sans autre formalité (Cass. 22 sept.2010, Pas., 2010, 2344).

<sup>23</sup> Ce délai sera toujours assez court puisqu'il faut qu'il ait statué sur l'exécution au jour de l'audience de la Chambre du Conseil qui, elle, doit avoir lieu dans les 15 jours de l'arrestation.

<sup>24</sup> Si aucun appel n'est interjeté contre la décision de non-exécution, l'intéressé est libéré purement et simplement une fois le délai d'appel passé.

<sup>25</sup> Voir article 14, §2à7.

Indépendamment de cette décision, il doit également envisager la mise sous mandat ou la remise en liberté sous conditions ou caution de la personne arrêtée<sup>26</sup>. Il ne peut pas remettre l'intéressé en liberté pure et simple.

Si la décision de mise en détention ou de libération sous conditions du juge ne lui est pas signifiée dans les 24 heures de son arrestation, elle est libérée sur le champ<sup>27</sup>. Elle est valable jusqu'au jour de la décision définitive sur la remise qui sera prise par les juridictions d'instruction.

Bien que l'article 12 de la loi sur le mandat d'arrêt européen ne prévoient pas la communication de la personne détenue avec son avocat qu'après la première audition, il me semble que l'article 2 bis de la loi sur la détention préventive s'applique ici de sorte que les garanties et droit « Salduz » doivent être respectées.

Les demandes de remises en liberté sous conditions ou caution se font via une requête adressée au juge d'instruction. Ce n'est que s'il ne répond pas dans les 15 jours ou qu'il refuse<sup>28</sup>, qu'elles peuvent être faites à la Chambre du Conseil.

- iv) La possibilité de consentir à la remise et la renonciation au principe de spécialité devant le procureur du Roi :

La personne arrêtée est amenée en pratique devant le procureur, avec interprète et avocat, pour déterminer si elle consent à sa remise. Ce consentement peut être retiré jusqu'à la remise effective.

Si l'intéressé donne son consentement, la procédure est accélérée puisque le procureur peut alors décider seul de l'exécution du mandat d'arrêt européen et de la remise de la personne arrêtée à l'Etat d'émission.

- v) La décision sur l'exécution du mandat d'arrêt :

La chambre du conseil doit statuer dans les quinze jours<sup>29</sup> à dater de l'arrestation – si la personne est détenue<sup>30</sup> - selon une procédure similaire à celle applicable en matière de détention préventive. Si le délai de 15 jours est dépassé, le juge d'instruction prend une ordonnance de remise en liberté sauf appel dans les 24 heures du ministère public.

---

<sup>26</sup> Il peut revenir sur une décision de placement en détention préventive à tous moments d'office mais avec conditions ou caution.

<sup>27</sup> Article 11 de la loi

<sup>28</sup> Ici aussi, le juge d'instruction a l'obligation de statuer sur la requête après avoir entendu la personne arrêtée assistée ou représentée par son conseil (voir article 20).

<sup>29</sup> La remise demandée par l'intéressé ou son avocat suspende les délais (art. 19§3)

<sup>30</sup> Si la personne a été libérée sous conditions, le délai de 15 jours ne s'applique pas selon la jurisprudence belge (Cass. 8 déc. 2004, R .D.P.C., 2005, p.536, cité par MASSET, A., o.c.)

Les juridictions d’instruction vérifient la régularité du mandat sur base des conditions de fond et des causes de refus prévues par la loi (articles 3 à 8 de la loi). Si la Chambre accorde l’exécution, elle doit rappeler le principe de spécialité<sup>31</sup>.

La décision définitive d’exécuter le mandat constitue alors le titre de détention jusqu’à la remise effective.

La jurisprudence permet aux juridictions d’instruction de statuer sur une éventuelle demande de remise en liberté sous conditions jusqu’à la remise aux autorités judiciaires d’émission même si aucune demande n’avait été faite en ce sens auprès du juge d’instruction.

vi) La remise de la personne recherchée :

Elle se fait à l’initiative du Ministère Public qui convient une date de remise au plus tôt avec l’autorité émettrice.

La date de remise doit être fixée au plus tard dans les 10 jours suivant la décision d’exécution du mandat. En cas de force majeure, raisons humanitaires impérieuses, pour être poursuivie en Belgique ou qu’elle puisse purger une peine en Belgique<sup>32</sup>, une nouvelle date peut être fixée dans les 20 jours à dater de ladite décision. Si dans les 10 jours suivant la 2<sup>ème</sup> date fixée, la remise n’a toujours pas eu lieu, la personne arrêtée doit être remise en liberté.

---

<sup>31</sup> Selon ce principe, la personne arrêtée ne peut être poursuivie, condamnée ou privée de sa liberté pour une infraction commise avant sa remise autre que celle qui a motivé sa remise.

<sup>32</sup> Le ministère public peut également convenir avec l’autorité émettrice d’une remise temporaire.

Deuxièmes hypothèses à envisager : lorsque la Belgique émet un mandat d'arrêt européen à destination d'un autre Etat membre

- a) Autorité compétente<sup>33</sup> :
- i) Aux fins de poursuite : juge d'instruction en charge de l'affaire,
  - ii) **Aux fins d'exécution d'une peine** : le ministère public
- b) Formes du mandat : la loi belge renvoie au modèle européen.
- c) régularité : Conditions de fond (<sup>34</sup>):
- (1) Pour des faits punissables de 12 mois ou plus (**ou pour une peine prononcée de 4 mois ou plus**)
  - (2) Pour des faits commis après la date d'intégration de la décision-cadre de l'Etat membre d'exécution (France : après le 1<sup>er</sup> novembre 1993),
  - (3) Par l'autorité compétente.
- d) Transmission :
- i) Soit la personne recherchée a été localisée, le mandat est alors transmis directement à l'autorité judiciaire compétente. (points de contact via le R.J.E.)
  - ii) Soit la personne n'a pas été localisée, elle peut être signalée dans le système d'information SCHENGEN, le Réseau Judiciaire Européen ou via le bureau national d'INTERPOL.
- e) **Calcul de la détention préventive** : la détention subie dans le cadre d'un mandat européen sur le territoire d'un autre Etat membre doit également être déduite de la durée totale de privation de liberté à subir en Belgique<sup>35</sup>.
- f) Respect du principe de spécialité après la remise<sup>36</sup> :
- Ce principe vise à garantir à la personne arrêtée qu'elle ne sera pas poursuivie pour des faits commis avant sa remise qui n'auraient pas été visés par le mandat.
- Il souffre de beaucoup d'exceptions<sup>37</sup> :
- i) **Lorsqu'elle a renoncé en présence du procureur et de son conseil au bénéfice de ce principe (procédure raccourcie dans l'Etat d'exécution ou en Belgique),**
  - ii) Lorsqu'elle a eu la possibilité de quitter le territoire belge pendant plus de 45 jours ou qu'elle y est revenu après l'avoir quitté,

<sup>33</sup> Article 32

<sup>34</sup> Mutatis mutandis : « *En cas d'exécution, la légalité et la régularité du mandat d'arrêt européen sont à vérifier par l'autorité judiciaire émettrice.* » Voir Cass. belge 25 janvier 2005, Pas., 2005, 207.

<sup>35</sup> Article 36

<sup>36</sup> Article 37

<sup>37</sup> Voir article 37§2 1° à 6°

- iii) Lorsque l'infraction n'est pas punie ou punissable de privation de liberté, ou lorsqu'elle est punie ou punissable uniquement d'une sanction pécuniaire (même avec emprisonnement subsidiaire),
- iv) Une demande de consentement complémentaire a été présentée par l'autorité d'émission et elle a été déclarée exécutoire par l'autorité judiciaire d'exécution.

### 3) RECONNAISSANCE MUTUELLE DE MESURES DE CONTRÔLE :

#### a) LES MESURES ALTERNATIVES À LA DÉTENTION PROVISOIRE :

- 1) La **décision-cadre du 23 octobre 2009** et le certificat européen de contrôle (E.S.O.) qui doit être intégrée dans les législations nationales pour le **1er décembre 2012** au plus tard. Cependant, ce n'est pas encore le cas en Belgique actuellement.
- 2) Les types de conditions alternatives à la détention provisoire y sont limitativement indiquées. Le but de la DC est d'éviter la détention provisoire justifiée par la seule absence de résidence dans l'Etat poursuivant en permettant à des personnes suspectes dans un Etat de l'U.E. de respecter certaines conditions dans un autre Etat où elles résident habituellement.
- 3) En cas de non-respect des conditions imposées, la personne pourra être amenée dans l'Etat poursuivant via l'exécution d'un mandat d'arrêt européen.

1) Sources légales européennes et belges :

- La **décision-cadre 2008/247 du 27 novembre 2008** qui aurait du être intégrée dans les législations nationales depuis le **6 décembre 2011**.
- La Loi du 5 mai 2002 qui s'applique en Belgique en la matière pour autant que le problème de reconnaissance se pose avec un Etat membre de l'U.E. qui a également transposé cette décision-cadre dans sa législation nationale.
- Elle est la *lex specialis* au regard de la *lex generalis* qui est la loi du 23 mai 1990 : elle déroge donc au régime général (voir article 2, § 2 de la loi du 23 mai 2013 : Dans les autres cas, les dispositions prévues au chapitre V de la loi du 23 mai 1990<sup>38</sup> s'appliquent lorsqu'un traité a prévu un accord avec un autre Etat (hors ou dans l'Union<sup>39</sup>). La procédure belge générale de mise en place est alors entamée par le Ministère public devant le Tribunal d'application des peines, la Commission de Défense Sociale ou la Commission de Probation selon qu'il s'agisse d'un cas similaire à la libération conditionnelle, libération à l'essai, une probation ou une peine de travail.

2) Champ d'application de la procédure de l'Union Européenne :

Cette décision-cadre concerne le stade de l'exécution de peines alternatives (sursis probatoire, suspension probatoire, peine de travail) ainsi que celle des peines privatives de liberté dont la mise en liberté anticipée est prononcée après l'exécution d'une partie de celle-ci (libération provisoire ou conditionnelle, surveillance électronique)<sup>40</sup>. La décision de probation ou d'autre peine alternative doit être exécutée sur base d'un certificat dans un autre Etat que celui de la condamnation.

Il peut l'être dans tous les Etats membres pour autant qu'ils aient mis la décision-cadre en application en l'intégrant dans une loi nationale.

---

<sup>38</sup> Loi belge sur le transfèrement interétatique des personnes condamnées, la reprise et le transfert de la surveillance des personnes condamnées sous condition ou libérées sous conditions ainsi que la reprise et le transfert de l'exécution de peines et de mesures privatives de libertés

<sup>39</sup> Notamment, la Convention européenne de Strasbourg du 30 novembre 1964 peut gérer la matière au niveau international pour les Etats membres du Conseil de l'Europe : Dans cette convention, l'Etat requis s'engage à surveiller une personne libérée sous condition ou condamnée avec sursis dans un autre Etat. A défaut de respect des conditions pour le condamné, l'Etat requis peut exécuter la peine sur demande de l'Etat requérant ou renvoyer le condamné dans l'Etat requérant pour révoquer ou exécuter la peine sur son territoire. On privilégie la souveraineté de l'Etat de condamnation à la facilité de réinsertion du condamné. (Voir explications de VANDERVEEREN Pascal, « les sanctions », in ANDOULSI, I e.a., L'enquête, les poursuites et les sanctions, Anthémis, p.203)

<sup>40</sup> Voir article 3 de la loi définissant le champ d'application.

Le must prévu dans la Décision-Cadre est que l'Etat d'exécution est non seulement compétent pour surveiller le respect des conditions mais également pour toutes les décisions subséquentes, en ce compris la révocation de la suspension ou du sursis ainsi que l'éventuelle détermination de la peine de prison révoquée et son exécution.

L'idée est de privilégier l'Etat de résidence du condamné pour faciliter sa réinsertion sociale.

3) Le système européen d'application du PRINCIPE DE RECONNAISSANCE MUTUELLE AUX JUGEMENTS ET DÉCISIONS DE PROBATION aux fins de SURVEILLANCE des mesures de probation et des peines de substitution prononcées dans un Etat membre de l'Union Européenne, tel que repris dans la loi belge du 23 mai 2013 :

A. PRINCIPES GÉNÉRAUX :

- 1) L'objectif de la loi est de faciliter la réinsertion sociale du condamné et d'améliorer la protection des victimes et de la société (article 2, §1<sup>er</sup> alinéa 2)
- 2) Cette loi concerne les peines assorties d'un sursis avec mise à l'épreuve, les condamnations sous conditions, les décisions de probation, les mesures de probation et les libérations conditionnelles.
- 3) La loi s'applique lorsqu'une des conditions visées par l'article 4 accompagne la décision de probation<sup>41</sup>, à savoir :
  - a) Obligation d'informer de tout changement de domicile ou lieu de travail,
  - b) Obligation de ne pas fréquenter certains endroits dans l'Etat d'émission ou d'exécution,
  - c) Restrictions à la possibilité de quitter le territoire de l'Etat d'exécution,
  - d) Injonctions sur le comportement, la résidence, la formation, les loisirs,
  - e) Restrictions ou modalités relatives à l'exercice d'une activité professionnelle,
  - f) Obligation de se présenter à des heures précises auprès d'une autorité,
  - g) Interdiction de contact avec des personnes déterminées,
  - h) Éviter tout contact avec des objets utilisés ou qui pourraient être utilisés pour commettre une infraction pénale,
  - i) Réaliser des travaux d'intérêt général,
  - j) Coopération avec un agent de probation,
  - k) Se soumettre à des soins médicaux ou une cure de désintoxication.

---

<sup>41</sup> Elle peut s'appliquer s'il existe d'autres conditions dès lors que si elles diffèrent, le Ministère Public belge peut refuser de reconnaître la décision mais il n'est pas obligé de le faire.

B. PROCÉDURE DE RECONNAISSANCE EN BELGIQUE d'une décision de probation au sens européen du terme rendue dans un autre Etat membre <sup>42</sup>:

a. Accord préalable de la Belgique donné par le Ministre de la Justice nécessaire ou pas :

Il n'y a pas d'accord préalable à obtenir de la Belgique lorsque le condamné y réside légalement et y est retourné ou souhaite y retourner. La décision de reconnaissance est alors prise uniquement par le Ministère Public compétent sur base du lieu de résidence en Belgique du condamné.

Cet accord ne doit être obtenu si le condamné souhaite exécuter sa peine en Belgique alors qu'il n'y est pas domicilié.

b. Règle de la vérification de la double incrimination atténuée (article 11) :

Il faut que les faits pour lesquels la personne a été condamnée dans l'Etat membre d'émission constituent également une infraction pénale au sens de la loi belge sauf :

- s'il s'agit d'une peine prononcée en matière de taxe ou douane, ou,
- si la peine prévue par l'Etat d'émission est d'un maximum de 3 ans ou plus et que le comportement sanctionné est repris dans une liste reprise à l'article 11<sup>43</sup> qui est similaire à ce que nous connaissons pour le mandat d'arrêt européen, avec une réserve pour l'avortement et l'euthanasie,

c. Cas obligatoires de refus de reconnaissance visés à l'article 12 et repris en droit belge:

- 1) ne bis in idem : le condamné a déjà été condamné pour les mêmes faits,
- 2) immunité accordée par le droit belge au condamné,
- 3) irresponsabilité pénale du condamné en raison de son âge selon le droit belge,
- 4) prescription de l'exécution de la peine sur base du droit belge,
- 5) impossibilité de surveiller des soins médicaux ou thérapeutiques selon le droit belge,
- 6) atteinte aux droits fondamentaux repris dans l'article 6 du Traité de l'Union Européenne,

---

<sup>42</sup> Voir chapitre III de la loi.

<sup>43</sup> (organisation criminelle, terrorisme, traite des êtres humains, exploitation sexuelle des enfants et pédopornographie, trafic de stupéfiants, trafic d'armes, corruption, fraude, blanchiment du produit du crime, faux monnayage, cybercriminalité, crimes contre l'environnement, aide au séjour irrégulier, homicide volontaire ou coups et blessures graves, trafic d'organes, prise d'otage ou séquestration ou enlèvement, racisme, vols organisés ou avec arme, trafic d'œuvres d'art, escroquerie, racket et extorsion, contrefaçon et piratage de produits, falsification, trafic de substances hormonales, trafic de substances nucléaires, trafic de véhicules volés, viol, incendie volontaire, crimes internationaux, détournement de navires ou d'avions, sabotage)



d. Causes de refus facultatifs visés à l'article 13 :

- (1) Principe de territorialité : Si les infractions visées par la décision sont considérées par le droit belge comme ayant été commises en majeure partie ou en totalité sur le territoire belge,
- (2) La durée de la mesure est inférieure à 6 mois,
- (3) Les conditions de probation visées par la mesure sont autres que celles prévues par la loi,
- (4) Contrôle particulier d'une décision rendue en l'absence de la personne du condamné (article 13, §1, 4°) :  
Le Ministère Public peut refuser la reconnaissance sauf si :
  - a) le condamné par défaut a été informé en temps utile et de manière non équivoque de la date de l'audience qui a mené à la décision rendue par défaut et qu'il a été informé de ce qu'une décision pouvait être rendue en son absence,
  - b) Le condamné s'est fait représenter par un avocat à cette audience,
  - c) Le condamné a renoncé à introduire le recours ouvert contre la décision rendue en son absence ou ne l'a pas introduit dans le délai imparti.
- (5) Les informations reprises dans le certificat de l'Etat d'émission ne sont pas complètes. Le Ministère Public peut alors donner un délai raisonnable à son homologue pour compléter les données.

e. Procédure judiciaire belge de reconnaissance devant le Ministère Public:

- i. Le certificat est émis par l'Etat tiers et envoyé au Ministère Public avec une traduction en français, néerlandais, allemand ou anglais.
- ii. Enquête sociale éventuelle avant l'envoi ordonnée par le M.P. et exécutée par la Maison de Justice compétente
- iii. décision du Ministère Public du lieu de résidence du condamné : ou là il souhaiterait résider :
  1. possibilité d'émettre une réserve de responsabilité s'il existe un motif facultatif de refus : il accepte néanmoins de reconnaître sans assumer la responsabilité de prendre une décision en cas d'inobservance d'une condition ou de récidive pendant le délai d'épreuve,
  2. adaptation de la mesure qui est initialement incompatible avec le droit belge si la durée de celle-ci est supérieure à celle prévue par le droit belge pour les mêmes faits sans pouvoir aggraver la peine initiale (article 17),
  3. décision de reconnaissance simple à prendre dans les 60 jours de la réception du certificat<sup>44</sup>
- iv. recours éventuel du condamné devant la Chambre du Conseil :

---

<sup>44</sup> Jusqu'à cet instant, l'Etat d'émission peut retirer son certificat et reprendre la surveillance du condamné à son propre compte

- à faire dans les 24 heures de la signification des décisions (reconnaissance avec ou sans réserve, décision à exécuter, adaptation),
- la chambre du conseil statue dans les 15 jours par ordonnance susceptible d'un pourvoi en cassation uniquement

f. Surveillance en Belgique de la mesure de probation:

- Mise en place à faire par le Ministère Public sans délai : transfert du dossier à la commission de probation, à la commission de défense sociale ou au TAP,
- En principe, la surveillance et les sanctions à prendre en cas de non-respect des conditions ou de commission de nouvelle infraction relèvent des autorités et du droit belge (sauf clause de réserve émise par le Ministère Public – supra)<sup>45</sup>
- Possibilité de demander au condamné d'apporter la preuve de la réparation du préjudice subi par la victime,
- Possibilité de renvoyer le dossier à l'Etat d'émission :
  - En cas de fuite ou de transfert de sa résidence légale en dehors de la Belgique,
  - En cas de commission de nouvelle infraction à la demande de l'Etat d'émission

C. PROCÉDURE DE RECONNAISSANCE d'une décision belge de probation au sens européen du terme DANS UN AUTRE ETAT MEMBRE <sup>46</sup>:

- avec ou sans demande d'accord préalable dans cet Etat,
- recherche de l'autorité compétente dans cet Etat
- transmission du jugement à exécuter, d'une traduction si nécessaire et du certificat à un seul Etat à la fois,
- Règle générale : Interdiction d'exécuter la mesure en Belgique dès que la reconnaissance est acquise et que la surveillance a été mise en place dans l'autre Etat sauf
  - demande de recouvrer cette compétence acceptée par l'autre Etat<sup>47</sup> : lorsqu'une nouvelle procédure a été entamée contre le condamné en Belgique ou en cas de fuite de l'Etat d'exécution,
  - Exception de responsabilité soulevée par l'autre Etat d'exécution.

<sup>45</sup> La compétence de révision du jugement appartient uniquement à l'Etat d'émission.

<sup>46</sup> Voir chapitre IV de la loi.

<sup>47</sup> Article 28

4) RECONNAISSANCE MUTUELLE DES MESURES PRIVATIVES DE LIBERTÉ :

Il s'agit de la question du transfèrement interétatique des condamnés à des peines de prisons.

- a) Le régime actuel GENERAL est régi en Belgique par la loi du 23 mai 1990, laquelle se réfère à des instruments internationaux :

Le consentement du condamné est systématiquement requis.

Il y a un contrôle de double incrimination<sup>48</sup>.

La procédure de transfert est longue (près d'un an).

L'Etat requis doit toujours donner son consentement à accueillir le condamné.

Ce régime reste applicable lorsque le régime spécial prévu par l'Union Européenne n'est pas d'application<sup>49</sup>.

- b) La décision-cadre du 27 novembre 2008 va beaucoup plus loin<sup>50</sup> :

Le système mis en place est semblable à celui du mandat d'arrêt européen (limitation de la double incrimination pour des infractions listées et punies d'un maximum d'au moins 3 ans ; principe de spécialité). Le consentement du condamné n'est pas demandé (lorsque le condamné a la nationalité ou a sa résidence habituelle dans cet Etat, ou lorsqu'il aurait pu être expulsé vers ce territoire lorsque sa peine aurait été terminée) sauf exceptions (article 6 DC) . Dans certains cas, l'Etat d'exécution ne pourrait pas refuser d'exécuter la condamnation envoyée par l'Etat d'émission. L'arrestation provisoire dans l'Etat où se trouve le condamné pourra se faire sur base des informations transmises par l'Etat d'émission.

Elle a été intégrée finalement par la Belgique en 2012.

---

<sup>48</sup> VANDERVEEREN, P., o.c., p202.

<sup>49</sup> Voir les dispositions transitoires de la loi du 5 mai 2012 : article 42 in fine

<sup>50</sup> La DC aurait du être intégrée dans les lois nationales pour le 5 décembre 2011. Le conseil fera le point avec les Etats le 5 décembre 2012 sur l'état d'intégration de la décision-cadre dans les droits internes des Etats.

**c) Le système européen d'application du PRINCIPE DE RECONNAISSANCE MUTUELLE aux PEINES ou MESURES PRIVATIVES DE LIBERTE prononcées dans un Etat membre de l'Union Européenne, tel que repris dans la loi belge du 5 mai 2012 :**

(1) PRINCIPES GÉNÉRAUX :

- a) L'objectif de la loi est de faciliter la réinsertion sociale du condamné et d'améliorer la protection des victimes et de la société (article 2, §1er alinéa 2)
- b) L'accord préalable de l'Etat d'exécution est toujours requis sauf si le condamné :
  - Est un ressortissant de cet Etat et y vit,
  - Est un ressortissant de cet Etat et devrait y être renvoyé en vertu du droit applicable
- d) Le consentement du condamné est toujours requis pour entamer le transfert sauf dans 3 cas<sup>51</sup>:
  - i) Le condamné est ressortissant de l'Etat d'exécution et y vit,
  - ii) Le condamné est ressortissant de l'Etat d'exécution et devrait y être renvoyé en vertu du droit applicable,
  - iii) Le condamné s'est réfugié dans l'Etat d'exécution suite à la procédure entamée dans l'Etat d'émission.
- e) Initiative du transfert appartient à l'Etat d'émission mais elle peut naître d'une demande de l'Etat d'exécution ou du condamné qui se trouve sur le sol d'un des deux Etats.
- f) Les modalités d'exécution de la peine appartiennent à l'Etat d'exécution sous réserve de ne pas allonger la durée de la peine.
- g) Le recours en révision appartient toujours à l'Etat d'émission

(2) PROCÉDURE DE RECONNAISSANCE EN BELGIQUE d'une décision privative de liberté prise dans un autre Etat membre :

- a) Accord préalable donné ou refusé par le Ministre de la Justice belge, et information transmise au Ministère Public,
- b) Règle de la vérification de la double incrimination atténuée (article 11) :
  - i) Il faut que les faits pour lesquels la personne a été condamnée dans l'Etat membre d'émission constituent également une infraction pénale au sens de la loi belge sauf :
    - a) s'il s'agit d'une peine prononcée en matière de taxe ou douane, ou,
    - b) si la peine prévue par l'Etat d'émission est d'un maximum de 3 ans ou plus et que le comportement sanctionné est repris dans une liste reprise à l'article 11 qui est similaire à ce que nous connaissons pour le mandat d'arrêt européen, avec une réserve pour l'avortement et l'euthanasie,

---

<sup>51</sup> Article 6

c) Cas obligatoires de refus de reconnaissance visés à l'article 12 et repris en droit belge:

- i. Absence de **consentement du condamné**,
- ii. ne bis in idem : le condamné a déjà été condamné pour les mêmes faits,
- iii. immunité accordée par le droit belge au condamné,
- iv. irresponsabilité pénale du condamné en raison de son âge selon le droit belge,
- v. absence **d'accord préalable de la Belgique** lorsqu'il est nécessaire,
- vi. prescription de l'exécution de la peine sur base du droit belge,
- vii. impossibilité de surveiller des soins médicaux ou thérapeutiques selon le droit belge,
- viii. le condamné **ne se trouve ni en Belgique ni sur le territoire de l'Etat d'émission**,
- ix. atteinte aux droits fondamentaux repris dans l'article 6 du Traité de l'Union Européenne,

d) Causes de refus facultatifs visés à l'article 13 :

- i. Principe de territorialité : Si les infractions visées par la décision sont considérées par le droit belge comme ayant été commises en majeure partie ou en totalité sur le territoire belge,
- ii. La durée de la peine restant à purger est inférieure à 6 mois,
- iii. **Problème de reconnaissance partielle et absence d'accord entre les autorités compétentes**,
- iv. **L'Etat d'émission refuse que le condamné purge en Belgique une autre peine ou soit privé de sa liberté pour une infraction commise avant son transfèrement**,
- v. Contrôle particulier d'une décision rendue en l'absence de la personne du condamné (article 13,§1, 5°) <sup>52</sup>
- vi. Les informations reprises dans le certificat de l'Etat d'émission ne sont pas complètes. Le Ministère Public peut alors donner un délai raisonnable à son homologue pour compléter les données.

e) Procédure judiciaire belge de reconnaissance devant le **Procureur du Roi de Bruxelles** pour toute la Belgique:

---

<sup>52</sup> Le Ministère Public peut refuser la reconnaissance sauf si :

- le condamné par défaut a été informé en temps utile et de manière non équivoque de la date de l'audience qui a mené à la décision rendue par défaut et qu'il a été informé de ce qu'une décision pouvait être rendue en son absence,  
-Le condamné s'est fait représenter par un avocat à cette audience,  
-Le condamné a renoncé à introduire le recours ouvert contre la décision rendue en son absence ou ne l'a pas introduit dans le délai imparti.

- **Avis préalable** à la demande peut être obtenu par l'Etat d'émission sur l'objectif de réinsertion sociale en Belgique,
- Le certificat est émis par l'Etat tiers et envoyé au Ministère Public avec une traduction en français, néerlandais, allemand ou anglais.
- Possibilité de demander des **informations complémentaires à fournir sans délai**,
- vérification des conditions légales de la demande (causes de refus),
- Adaptation de la peine au droit belge si la durée de celle-ci est supérieure à celle prévue par le droit belge pour les mêmes faits sans pouvoir aggraver la peine initiale avec un **recours du condamné à introduire dans les 15 jours de la notification de la décision devant le Tribunal d'application des Peines** de Bruxelles<sup>53</sup>.
- délai de principe<sup>54</sup> de 30 jours (à 90 jours : en cas de recours du condamné) pour répondre à l'Etat d'émission,
- L'Etat d'émission peut retirer le certificat tant que l'exécution de sa condamnation n'a pas encore commencée.
- Information des différentes étapes de la procédure à transmettre à l'Etat d'émission : voir article 26.

f) **1<sup>er</sup> cas de figure : lorsque le condamné se trouve en Belgique**<sup>55</sup>

- i) Procédure judiciaire subséquente à l'arrestation provisoire du condamné dans l'attente de la décision de reconnaissance et d'exécution du Procureur du Roi :
  - Possibilité pour le procureur du Roi d'ordonner l'arrestation provisoire du condamné,
  - Audition par le juge d'instruction dans les 24 heures de l'arrestation en vue d'envisager le risque de soustraction et celui de la récidive du condamné,
  - Ordonnance du juge de maintien en détention, la libération simple, sous conditions ou sous caution jusqu'à la décision de reconnaissance et d'exécution de la condamnation à prendre par le Procureur, sans recours,
  - Toute privation de liberté subie avant la décision de reconnaissance sera déduite de l'exécution de la peine étrangère.
- ii) recours éventuel du condamné contre la décision de reconnaissance :
  - devant la Chambre du Conseil par requête dans les 15 jours de la notification de la décision,
  - ordonnance susceptible d'un pourvoi en cassation (pas d'appel),

<sup>53</sup> Voir détails à l'article 18.

<sup>54</sup> Article 20 permet au procureur du Roi de reporter sa décision sur la reconnaissance et l'exécution.

<sup>55</sup> Ce cas de figure peut également faire également l'objet d'un mandat d'arrêt européen aux fins d'exécuter une peine adressé par un Etat membre à la Belgique. Voir articles 38 et 38 de la loi.

**g) 2<sup>ème</sup> cas de figure : lorsque le condamné se trouve dans l'Etat d'émission**

i) Transfèrement du condamné vers la Belgique :

- de commun accord ou dans les 30 jours après la décision positive de reconnaissance et d'exécution du Procureur du Roi de Bruxelles,
- audition dans les 24 heures de l'arrivée en Belgique devant le Procureur du Roi, notification de la décision (et adaptation éventuelle) et incarcération immédiate, en présence d'un avocat.

ii) Respect du principe de spécialité après le transfert :

- Ce principe vise à garantir à la personne arrêtée qu'elle ne sera pas poursuivie, condamnée ou privée de sa liberté pour une infraction commise avant son transfèrement, autre que celle visée par la condamnation à exécuter.
- Il existe de nombreuses exceptions :
  1. Si le condamné est resté en Belgique plus de 45 jours après sa libération définitive ou qu'il y est retourné depuis lors,
  2. Si la peine encourue n'est pas privative de liberté,
  3. Si la procédure aboutit à une peine autre que privative de liberté,
  4. Si elle a consenti au transfèrement (devant le procureur du Roi avec un avocat),

**5. Si l'Etat d'émission donne son consentement**

h) Exécution de la peine privative de liberté en Belgique:

- Mise en place à faire par le Ministère Public sans délai,
- procédure et droit belge applicable,

**(3) PROCÉDURE DE RECONNAISSANCE DANS UN AUTRE ETAT MEMBRE d'une décision privative de liberté prise en Belgique**

a) **Autorités compétentes** pour introduire la demande de transfert à l'Etat d'exécution:

- Si le condamné est libre, c'est le **procureur du Roi du lieu** dans lequel le jugement à exécuter a été prononcé,
- Si le condamné est détenu, c'est le **Ministre de la Justice**, informée sur les contre-indications éventuelles par le Procureur du lieu de détention.

b) Missions de cette autorité :

- Vérification des conditions légales et de la réinsertion sociale à l'étranger<sup>56</sup>,
- Recherche de l'autorité compétente dans l'Etat d'exécution,

---

<sup>56</sup> Voir article 32 de la loi.

c) *1<sup>er</sup> cas de figure : le condamné se trouve sur le territoire belge :*

- Si l'accord du condamné est requis : il comparaît (le cas échéant) devant procureur du Roi (du lieu de sa détention ou de sa résidence) en présence d'un avocat, pour le donner ou pas, son consentement reste valable pendant 90 jours et révocable jusqu'au transfèrement.
- Si l'accord du condamné n'est pas nécessaire, il en est informé par l'autorité compétente (M.J. ou M.P.) de la décision de demande de transfert, et il peut faire valoir ses observations avec l'aide d'un avocat, lesquelles sont transmises à l'Etat d'exécution.
- Le transfert se fait dans les 30 jours ou de commun accord après la décision finale d'acceptation de l'Etat d'exécution.

d) *2<sup>ème</sup> cas de figure : le condamné se trouve sur le territoire de l'Etat d'exécution :*

- Si l'accord du condamné est requis, il devra être recueilli par l'Etat d'exécution (si nécessaire) au même moment que ce dernier donnera ou refusera son accord préalable (le cas échéant),
- Si l'accord du condamné n'est pas requis, l'autorité compétente belge demande à l'Etat d'exécution de l'informer de la décision belge de demande de transfert dans une langue qu'il comprend.

e) *Règle générale*<sup>57</sup> : Interdiction d'exécuter la peine en Belgique dès que la reconnaissance est acquise et que l'exécution a été mise en place dans l'autre Etat sauf évasion du condamné

---

<sup>57</sup> Article 37



5) RECONNAISSANCE MUTUELLE DES SANCTIONS PÉCUNIAIRES et DES MESURES DE CONFISCATION:

A) Sources légales européenne et belge :

1. La décision-cadre du 24 février 2005 relative aux sanctions pécuniaires.  
Elle a été intégrée dans le droit belge par la loi du 5 août 2006 relative à la reconnaissance mutuelle des décisions judiciaires en matière pénale entre les Etats membres de l'Union Européenne.

La décision-cadre reprend un système similaire au mandat d'arrêt européen (limitation de double incrimination aux infractions non listées). Le droit de l'Etat d'exécution s'applique au seuil de l'amende, aux peines de substitution... les fonds récupérés restent dans l'Etat d'exécution. Le but est d'éviter l'impunité. Cependant l'Etat d'émission est tenu informé et peut, dans certains cas, retrouver son droit à exécuter.

2. La décision-cadre du 6 octobre 2006 régit la matière des confiscations et impose aux Etats membres de l'intégrer dans les droits nationaux pour le 24 novembre 2008.

Elle a également été intégrée dans le droit belge par la loi du 5 août 2006.

La décision-cadre de 2006 prévoit un système similaire au mandat européen (limitation de la double incrimination aux infractions autres que celles listées et punies dans l'Etat d'émission d'une peine maximum d'au moins 3 ans. Un recours contre la reconnaissance doit être organisé dans l'Etat d'exécution. Le produit de la confiscation reste en principe pour l'Etat d'exécution sauf s'il est supérieur à 10.000 €. Il existe des causes de refus d'exécution qui sont très limitées.

B) Un des système intégrés dans la loi du 5/8/2006 : la reconnaissance mutuelle des sanctions pécuniaires :

- a) Conditions générales, cas de refus facultatifs et obligatoires : renvoi aux cas repris dans le cadre de la RM des mesures privatives de liberté
- b) Addendum propre aux amendes - pas de limitation à une peine privative de liberté maximale – mais montant minimum pécunier de 70,00 €

- c) Ajout des infractions suivantes admissibles sans contrôle de la double incrimination :  
Roulage, contrebandes de marchandises, atteintes aux droits intellectuels, menaces et violences notamment dans les manifestations sportives, vandalisme, vol, infractions aux normes de l'U.E.,
- d) Autorité compétente belge : procureur du Roi de la résidence ou du domicile du condamné.
- e) Information donnée de la décision d'exécution et observations à faire dans les 30 jours au procureur du Roi (y compris les preuves de paiement éventuelles) en vue de revoir sa position
- f) Recours judiciaire dans les 15 jours de la notification de la décision devant le Tribunal correctionnel qui rend un jugement susceptible de recours en cassation.
- g) La grâce et l'amnistie peuvent être accordées par la Belgique.